

# LA LUTTE DES COMMUNISTES CONTRE LA GUERRE DU MAROC EN 1925

(pages 6 et 7)



# LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

**ABONNEZ-VOUS****C. C. P. 6965-68**

64, Rue de Richelieu — PARIS

un an : 300 francs

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE

## CONTRE TOUS LES TRUQUAGES ÉLECTORAUX ALLIANCE P. C. F. - P. S. !

A toute vitesse, le gouvernement Faure et sa majorité se précipitent aux élections. Pourquoi cette brusque fièvre de « démocratie » des Pinay, Laniel, Bidault et autres Teitgen? Tout simplement parce qu'ils savent que plus ils retardent l'échéance électorale et plus leur défaite sera écrasante.

La débâcle de l'impérialisme français est complète. Tous les vieux serviteurs — les élus du deuxième collège en Algérie, Diem au Vietnam, sud et, suprême affront, le Glaoui au Maroc — quittent le

maître mourant, lui crachant à la face et cherchant à trouver des patrons plus robustes.

Débâcle aussi en Sarre, où les « légitimes intérêts français » dont parlait Duclos, c'est-à-dire les intérêts des industriels français de l'acier, viennent de prendre un sérieux coup.

Que veulent plus exactement les leaders de la majorité en brusquant les élections?

Il est très probable que communistes et socialistes maintiendront ou augmenteront leurs voix. Pinay le laisse même entendre dans une interview à un magazine américain. Mais, en face d'une situation qui s'annonce des plus difficiles, la droite classique veut essayer d'obtenir un Parlement plus stable, plus gouvernementable, et pour cela elle veut se débarrasser de ces élus venus du R.P.F. et qui votent souvent de façon déconcertante. En outre, et surtout, la droite n'a aucune confiance dans l'opération politique que Mendès-France préparait... pour des élections en mai 1956, et elle veut la trippler préventivement.

Les Pinay et Reynaud ne s'opposent guère à présent à Mendès-France en matière de politique coloniale. Il n'y a plus que quelques vieilles badernes pour croire au succès d'une politique de force. Mais les divergences portent sur la manière de gouverner sur le plan intérieur. Mendès-France prétend pouvoir rénover le capitalisme français, en s'appuyant sur une majorité qui comprend le P.S. et qui exploite éventuellement la politique opportuniste du P.C., en tout cas une politique qui pense pouvoir utiliser un mouvement de masse. Tous ses adversaires lui répliquent qu'on ne peut pas recommencer le coup du Front populaire, que le rapport des forces dans la classe ouvrière a changé, que la situation a dangereusement évolué. Dans les derniers mois, deux noms marquent en effet la poussée des masses dans le pays : NANTES et ROUEN.

Le capitalisme français sait que ses forces de combat sont à présent réduites à peu de choses : la démagogie d'un Poujade est du même ordre que celle des La Rocque et Dorgères, mais de là à pouvoir passer à l'action contre le mouvement ouvrier, c'est une autre histoire.

Elections en décembre ou élections quelques semaines plus tard, le pays votera à gauche et, après les élections, il n'y aura pas plus de stabilité qu'avant, car le capitalisme français est à bout de course. Mais, comme notre journal ne cesse de le souligner, le capitalisme peut poursuivre son agonie essentiellement à cause de la politique de trahison menée par les directions ouvrières.

Qu'y avait-il dans les interpellations Pineau et Duclos qui constituaient l'ouverture de la campagne électorale? Au lieu de conclure le bilan de faillite en termes énergiques, de dire : nous appelons le pays à vous chasser à tout jamais et à nous donner le mandat de liquider le capitalisme et de construire une société socialiste, ils se sont bornés à demander à Faure quels impôts nouveaux il prévoyait, comme s'ils étaient résignés à une victoire de cette majorité de banqueroutiers.

P. FRANK.  
(Suite page 12).

### De la "POLITIQUE NATIONALE" à la signature des accords Renault

La signification et l'importance de l'accord-contrat proposé par la direction patronale aux travailleurs de l'usine Renault et l'opposition des syndiqués C. G. T. et des communistes à sa signature dépassent de loin les clauses de cet accord. Non seulement il s'agit de la plus importante entreprise, qui de ce fait sert plus ou moins d'exemple tant aux patrons qu'aux travailleurs de tout le pays, mais la reprise de cet accord par toute une série d'entreprises à Paris et en province, dans l'alimentation et dans la métallurgie, montre qu'il exprime une politique d'ensemble, nationale, du patronat (et du gouvernement patron de l'usine Renault) en face des luttes et des revendications ouvrières. Il en découle que l'attitude des organisations ouvrières envers cet accord exprime, elle aussi, une politique d'ensemble de ces organisations dans la situation actuelle envers le patronat. D'ailleurs l'importance que lui ont attribuée les journaux bourgeois, en particulier « l'Express », organe de Mendès-France, qui lui a consacré une double page, et le fait que Benoît Frachon soit allé lui-même convaincre les syndiqués de l'usine de la nécessité de signer cet

accord et qu'il ait déclaré : « dans ce cas qui se pose au syndicat C.G.T. des usines Renault, comme dans tout cas semblable qui se présente devant nos syndicats, l'accord peut être signé dans les conditions suivantes... », confirment la valeur générale que l'on est en droit d'attribuer aux leçons de cet événement. Il ne s'agit pas de Renault seulement, il s'agit de toute la politique dans la lutte de classe.

Les raisons de l'offre de cet accord par la direction patronale sont trop évidentes. Cet accord intervenait le 15 septembre, lorsque la grève des autobus parisiens gagnait le métro, dans une atmosphère de généralisation des luttes ouvrières qui secouaient le pays de la Bretagne à la Méditerranée. Empêcher l'entrée dans la lutte d'un secteur décisif comme Renault, afin d'empêcher la balance de pencher du côté de la grève générale était évidemment l'objectif patronal. Il s'agissait d'utiliser la méthode bien connue du « contre-feu » : offrir un peu pour ne pas avoir à céder plus. D'ailleurs « l'Express » se félicite de ce que cet accord a évité la « généralisation des grèves »

J. PRIVAS.  
(Suite page 12).